

## IDÉES

## Pour éclairer la « grande noirceur »

JACQUES GODBOUT

Écrivain et cinéaste

J'aimerais rappeler à nos amis Éric Bédard, Lucia Ferretti, Christian Rioux et à tous ceux qui décrivent les années 50 sans les avoir vécues qu'avant d'affirmer que la « grande noirceur » était au fond lumineuse, il serait avantageux de s'entendre sur ce que signifie ce vocable, et de quelle noirceur nous parlons.

Il est évident que le soleil brillait autant dans ces années-là que durant la Révolution tranquille

et que les Canadiens français savaient s'amuser, que la vie quotidienne était moins tragique que difficile, et que si la noirceur dominait, ce devait être dans un champ particulier de l'existence. Quand, dans ma génération, nous parlons de « grande noirceur », nous évoquons le contrôle pervers de la sexualité, le mépris de l'industrie, de l'art, de l'économie et le refus de la pensée scientifique. Nous parlons de la vie de l'esprit.

De l'école primaire au cours classique, une seule philosophie imprégnait l'instruction publique. L'école était gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, mais la majorité des Canadiens français ne terminait pas neuf ans d'études.

Les enfants dans les cours de mathématiques additionnaient les anges et multipliaient les prières, les manuels d'histoire du secondaire re-

gorgeaient d'anecdotes religieuses et d'appels à la Providence, l'anglais était une langue dangereuse, les affirmations de saint Thomas d'Aquin incontestables, la théologie tenait lieu de science, les bibliothèques publiques pauvres et rares, le contrôle ecclésiastique de l'édition et de la librairie, comme de la censure des spectacles et du cinéma, n'encourageaient que l'ignorance crasse.

La grande peur

La « grande noirceur » envahissait le Québec et, dès après la guerre, de 1945 à 1960, les garçons et filles les plus ambitieux durent se rendre en Europe ou aux États-Unis pour acquérir un minimum de compétences. Maurice Duplessis était né au XIX<sup>e</sup> siècle, et s'était bien juré de nous empêcher d'accéder au XX<sup>e</sup>, il y a réussi.

Je n'entrerai pas dans le détail des exactions de l'Église catholique romaine et de ses Princes; je rappellerai seulement que le *Refus global*, texte cité *ad nauseam* pour prouver notre modernité malgré tout, n'eut pas l'effet de détonateur escompté et que Borduas alla mourir à Paris dans le silence.

En fait, nous pourrions évoquer « le grand silence » des années d'après-guerre, malgré les lois modernes et importantes promulguées par le gouvernement d'Adélard Godbout de 1939 à 1944. « *Toé, tais-toé!* », avait lancé Duplessis à un de ses ministres. Ce n'était pas seulement le « grand silence » ou la « grande noirceur », c'était aussi, dans tous les milieux intellectuels, « la grande peur ».

L'histoire ne s'écrit pas seulement à partir de documents, il faut parfois l'avoir vécue.



OMER BEAUDOIN CENTRE D'ARCHIVES DE QUÉBEC

Pendant les années 50, écrit Jacques Godbout, l'école était gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, mais la majorité des Canadiens français ne terminait pas neuf ans d'études.

## La mythique Révolution tranquille

JACQUES ROUILLARD

Professeur, Département d'histoire, Université de Montréal

Les artisans de la Révolution tranquille qui ont combattu le régime Duplessis et le conservatisme clérical ont présenté une image honteuse de la société franco-québécoise d'avant le Grand Soir de 1960. Ses élites véhiculeraient alors un conservatisme réactionnaire basé sur une valorisation de la vie rurale et du catholicisme traditionaliste. Pour plusieurs chercheurs, cette Grande Noirceur ne s'appliquerait pas uniquement au régime Duplessis, mais elle remonterait encore plus loin dans le temps, depuis l'échec des Rébellions de 1837-1838, ou même depuis le début de la Nouvelle-France.

Le réveil de la société francophone en 1960 serait l'effet de la croissance industrielle issue de la Seconde Guerre mondiale. Avec la Révolution tranquille, le Québec entrerait de plain-pied dans le monde moderne, adoptant des valeurs libérales et démocratiques en accord avec une société industrialisée. Il comblerait ainsi son retard du Québec sur les autres sociétés nord-américaines. Les années 1960 marqueraient donc une rupture profonde dans l'histoire du Québec, soit la fin d'un long Moyen Âge et l'entrée des francophones dans la modernité.

Ce récit s'est imposé dans la mémoire collective au point qu'il a acquis un caractère mythique. Et comme toute construction mythique, il déforme la réalité et propose un récit fabuleux plutôt qu'un raisonnement logique. L'objectif au départ de cette interprétation était de provoquer un changement important d'orientation de la société francophone, quitte à noircir son passé en mettant en évidence son retard et son infériorité.

Le syndrome du retard

Sans être véritablement une révolution, la Révolution tranquille a effectivement provoqué une transformation profonde de la société dans un laps de temps très court, pendant une décennie. Elle a comporté un rejet des valeurs traditionnelles cléricalo-conservatrices au profit d'un projet de société s'inscrivant dans la modernité.

Mais le désir de combler rapidement ce qui est

perçu comme un retard a eu pour effet de renforcer l'appétit pour la nouveauté. Les nouveaux décideurs sont animés du désir de promouvoir une société avant-gardiste, plus ouverte aux changements que les autres sociétés nord-américaines. Cette volonté de se projeter vers l'avant a eu des conséquences majeures qui marquent encore notre société.

Rappelons que la Révolution tranquille a signifié un assainissement des mœurs politiques, une volonté de démocratisation, une réforme du système d'éducation, un accès plus facile aux soins de santé et un rôle plus marqué de l'État dans le domaine économique. Mais elle a comporté également des transformations sociales aux répercussions profondes. Ainsi en est-il de la pratique religieuse qui a connu un déclin de sorte qu'elle est devenue beaucoup plus faible au Québec que dans le reste de l'Amérique du Nord.

Le taux de fécondité où le Québec s'illustrait avant les années 1960 s'est effondré rapidement au point que, dans les années 1980, il est un des plus faibles parmi les pays industrialisés. Par contre, le taux de divorce s'est rapidement accru tout comme les unions libres pour lesquelles le Québec est devenu, dans les années 1980, le champion en Occident. Plus préoccupant, c'est le moment aussi où la province a le douloureux avantage de se situer parmi les régions du monde où le taux de suicide est le plus élevé.

Ces données sont révélatrices d'un tissu social beaucoup plus lâche qui découle de l'éclatement des valeurs liées à la Révolution tranquille. L'avant-gardisme du Québec ne comporte pas que des avantages, il implique un coût social élevé.

L'affirmation démocratique

La transformation des valeurs est sûrement le changement le plus important issu de la Révolution tranquille. Il conditionne les autres bouleversements qui lui sont habituellement associés comme l'expansion du rôle de l'État, la sécularisation de société québécoise et l'affirmation du nationalisme québécois. Ces valeurs qui guident

les mesures adoptées par le gouvernement Lesage se rattachent au courant de pensée libéral tel qu'il s'affirme en Occident après la Seconde Guerre mondiale et qui animent les gouvernements des pays industrialisés. Ce sont l'attachement aux libertés individuelles et au système démocratique de gouvernement, une vision optimiste et matérialiste du monde, la sécularisation de la société et le confinement de la religion à la vie privée.

Il comprend aussi un rôle accru de l'État en matière économique et sociale rendu nécessaire depuis la crise économique des années 1930. Le gouvernement Duplessis résistait à cette dernière avenue, mais celui de Jean Lesage s'y est engagé rondement.

Ces valeurs se situent aux antipodes du courant de pensée conservateur diffusé par l'Église catholique au Québec depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et qui animait le gouvernement Duplessis. Inspiré d'une interprétation conservatrice du message évangélique, il pose comme principe fondamental que les valeurs morales et religieuses doivent guider prioritairement la vie des individus comme des collectivités et il accorde une place primordiale aux principes d'ordre et d'autorité. Estimant être une institution supérieure à l'État, l'Église se méfie du système démocratique et s'adjuge une responsabilité première dans les domaines de la santé, de la charité publique et de l'éducation. Enfin, elle privilégie le travail agricole parce qu'il est perçu comme plus favorable au développement des qualités morales.

À mesure que les idéaux de la Révolution tranquille s'imposent dans les années 1960, cette dernière vision du monde devient de plus en plus marginale, d'autant plus que l'Église révisé son message avec le Concile Vatican II au milieu des années 1960. La pratique religieuse recule, les vocations se font moins nombreuses et les fidèles prennent leurs distances avec l'enseignement de l'Église, comme l'illustrent le recours au divorce civil et l'utilisation rapide de la pilule contraceptive. Il y a un net repli de l'autorité cléricale et une sécularisation de la société francophone.

La modernisation du Québec

Ces changements marquent évidemment un virage très important de l'évolution du Québec. Mais là où le bât blesse, c'est du côté de la représentation de l'histoire du Québec portée par les artisans de la Révolution tranquille pour les périodes antérieures à 1960. Ils l'ont présentée comme si l'idéologie cléricale régnait sans partage et que les élites laïques se seraient ralliées à cette vision conservatrice. Mais ce n'est pas ce qui ressort de la recherche historique depuis les années 1970.

Le Québec francophone est travaillé par le processus d'industrialisation depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et le taux d'urbanisation des francophones est comparable à celui de la moyenne canadienne. Une vision libérale du développement de la société est portée par une faction très importante de la bourgeoisie canadienne-française. Elle s'exprime tant dans le milieu des affaires francophones (nombreuses chambres de commerce) qu'à travers le Parti libéral qui domine complètement la vie politique au Québec pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Orientant ses politiques vers le développement industriel du Québec, il appuie les institutions démocratiques et défend du mieux qu'il peut l'autonomie de l'État par rapport à l'Église. Les quotidiens à grand tirage nés au début du siècle (*La Presse*, *La Patrie*, *Le Soleil*) diffusent sa vision libérale de la société.

La Révolution tranquille ne représente pas l'entrée du Québec dans la modernité. La société francophone comporte depuis longtemps une structure sociale diversifiée et elle est traversée par un vigoureux courant libéral qui fait contre-poids au conservatisme clérical. Les artisans qui ont lutté pour l'avènement de la Révolution tranquille l'ignorent et ils imaginent que le Québec a toujours vécu dans la Grande Noirceur.

Présentant une image honteuse du cheminement des francophones, ils ne se sentent aucune filiation avec un courant de pensée antérieur, ni aucun lien avec des devanciers. C'est à une coupure brutale avec leurs racines qu'ils invitent les Franco-Québécois. Le passé devient un repoussoir, une mauvaise conscience. Effaçons la mémoire pour créer un homme nouveau. Mais il n'était pas nécessaire de tout liquider. En 1960, l'histoire des francophones avait déjà un caractère de diversité et comportait une tradition démocratique.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Paul Cauchon et Benoit Münzer (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (communis Internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Bellevue (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Proteau.